

<https://www.ujfp.org/spip.php?article7305>



« Ce n'est plus une colonisation israélienne, mais un seul État d'apartheid »

- Pour comprendre - En Israël-Palestine - Territoires occupés -



LE CLUB DE MEDIAPART

Date de mise en ligne : samedi 27 juillet 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

25 JUIL. 2019

PAR [CHLOEVALLS](#) | BLOG : [LE BLOG DE CHLOEVALLS](#)

Lundi, soixante-dix habitations palestiniennes ont été détruites à l'Est de Jérusalem pour des raisons de "sécurité", créant un dangereux précédent. Entretien avec Jeff Halper, activiste israélien et co-fondateur d'ICAHD, qui lutte depuis 20 ans contre les exactions d'Israël et soutient la solution à un État.



Des habitants palestiniens devant leur maison pour empêcher sa destruction par les forces israéliennes. © ICAHD

Selon Jeff Halper, anthropologue et activiste israélien, co-fondateur de l'organisation ICAHD, créée en 1997, l'intensification de la colonisation et de l'occupation israélienne a tué la solution à deux États. Avec de nombreux autres acteurs nationaux et internationaux, notamment des activistes et chercheurs palestiniens, ICAHD est partisan d'une solution à un État. Cela consisterait à démanteler le régime colonial d'apartheid qui a été imposé sur la Palestine historique. Il serait remplacé par un système démocratique qui repose sur une égalité civile complète, où le droit de retour des réfugiés palestiniens serait appliqué et accompagné d'aides et de compensations, dans un système qui reconnaît les crimes commis et entame la réconciliation.

Cette solution n'est, pour l'instant, pas saisie par les représentants politiques palestiniens et israéliens, ni par les puissances internationales ; même si elle a ré émergé ces dernières années. Face à la destruction des soixante-dix habitations à l'est de Jérusalem, l'Europe a déclaré que la politique israélienne de démolition « affaiblit la viabilité de la solution à deux États et les perspectives d'une paix durable ». Du côté israélien, la solution à un État démocratique, supprimerait la suprématie juive sur le territoire. Cela signifierait la fin de l'idée d'un foyer exclusivement juif et du droit d'autodétermination des Juifs. L'avantage démographique serait du côté palestiniens et se ressentirait lors des suffrages.

Au niveau international, malgré les discours pro palestinien en Europe et dans les pays arabes, personne ne semble vouloir se mouiller et repenser le statu quo actuel. La question politique est écartée et laisse place à l'aide humanitaire. Les intérêts économiques et géopolitiques et le droit de veto du Conseil de Sécurité des Nations-Unies bloque toutes propositions d'intervention pour faire appliquer le droit international. Le dévoilement en juin dernier du plan économique de cinquante milliards de dollars des États-Unis a été très mal reçu par les palestiniens qui estiment qu'il ne peut y avoir de prospérité économique sous l'occupation. Ils estiment qu'insister sur la prospérité économique normalise l'occupation, et qu'il faut d'abord régler le problème politique.

Le volet politique du plan des États-Unis devrait être dévoilé à l'automne. L'élection de Trump instaure un contexte particulièrement défavorable aux Palestiniens. L'Ambassade américaine a été déplacée à Jérusalem, reconnaissant de facto la ville comme capitale "éternelle et indivisible" d'Israël et justifiant l'occupation de Jérusalem-Est. Le plan économique américain arrive après le retrait de plus de 500 millions de dollars d'aides américaine à la Palestine, la fin du financement américain de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens et de nombreuses décisions en faveur d'Israël. Le président américain Trump est persuadé qu'il arrivera à une solution à deux États.

Entretien avec Jeff Halper.

Comment le gouvernement israélien justifie-t-il la destruction d'habitations ?

La sécurité. C'est le maître mot. Il y a une manipulation de la peur pour justifier les crimes commis et l'Autorité Palestinienne, l'Europe et l'ONU ont dénoncé ces destructions. Le ministre israélien de la Sécurité Intérieure, des Affaires stratégiques et de l'information, Gilad Erdan, a déclaré que les habitations trop près du mur étaient illégales et constituaient un danger pour l'exercice des forces armées. Pourtant, cette partie du territoire est en zone A, zone exclusivement sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. Surtout, le mur est illégal au regard du droit international. Il n'y a pas de fondement juridique à une telle opération, mais un ordre militaire de 2011 qui interdit la construction d'habitations palestiniennes à moins de 250 mètres du mur. Long de plus de 700 kilomètres, si toutes les habitations palestiniennes proches du mur sont sous ordres de démolition, les conséquences seront désastreuses pour les palestiniens.

"Quand les habitations sont détruites, les palestiniens n'ont aucun recours. Ils ne sont parfois même pas prévenus, n'obtiennent aucune compensation et peuvent même recevoir une contravention."

Il est très rare qu'ils obtiennent un permis de construire et les ordres de démolition sont souvent justifiés par une accusation de construction illégale. Concernant les anciennes habitations, les palestiniens ne possèdent parfois pas de permis de construction formel et se retrouvent aussi dans l'illégalité. Les procédures d'enquêtes pénales ne donnent rien. Une fois leur habitation détruite, les familles sans logements et ayant souvent investi tout leur argent dans la construction, doivent se débrouiller seules. Elles vont le plus souvent habiter avec leurs proches dans des logements en forte promiscuité.



Un bulldozer israélien détruit une habitation palestinienne. © ICAHD

Dès 1967, Israël a "zoné" Jérusalem-Est, en consacrant des "zones vertes" bloquant de facto la construction d'habitations palestiniennes. Cette interdiction est contournée quand il y a une volonté de construire une colonie israélienne. Au conseil de planification urbaine, les israéliens sont les seuls à décider. Aujourd'hui, 40 % de la population de Jérusalem est palestinienne, mais seulement 8 % des territoires urbains leur sont accordés.

Pourquoi la solution à deux États est-elle obsolète ?

Factuellement aujourd'hui il n'y a pas deux États. Il n'y a plus qu'un État qui impose son pouvoir arbitraire sur tout le territoire. À la colonisation intense et l'occupation militaire, s'ajoutent la construction d'autoroutes ségréguées, les centaines de checkpoints, le mur d'apartheid, les bases militaires et les clôtures.

"À ce titre, Jérusalem-Est, la Cisjordanie et Gaza, sont réduits à de minuscules cantons isolés, qui ne peuvent pas être considérés comme un État palestinien."

L'autorité palestinienne n'a pas de réel pouvoir, il n'y a aucune continuité territoriale palestinienne et la Cisjordanie est complètement morcelée. Israël contrôle les dépenses publiques, et l'armée exerce une occupation militaire illégale et arbitraire sur le territoire palestinien.

En France, il arrive d'entendre dans les médias ou ailleurs, qu'il est normal qu'Israël détruise et tue parce que c'est une guerre et que si elle ne le fait pas, c'est elle qui sera anéantie. Que répondez-vous à cela ?

Ce n'est pas une guerre, ni un conflit. Pour qu'il y ait conflit, il faut qu'il y ait deux côtés et qu'il y ait négociation. Or là, il y a une colonisation unilatérale de peuplement, comme les Français en Algérie. Il n'y a pas eu de demande préalable. Des colons sionistes ont conquis le territoire, les palestiniens ont été déplacés et leurs droits bafoués. Aujourd'hui y a une asymétrie de pouvoir, qui empêche de construire des négociations sur un rapport de force équilibré.

"Le pouvoir est du côté israélien et la volonté du gouvernement est de "judéiser" le pays et de le "désarabiser"."

Le mot "terroriste" n'est pas juste, car il est seulement appliqué aux acteurs non-étatiques et pas à l'État d'Israël. Concernant la violence entre les deux peuples, de fait, dans plusieurs territoires en Israël, juifs et arabes cohabitent. Même si dans l'État israélien actuel, les arabes israéliens sont opprimés, dans un État de droit, il n'y a pas de contradiction à une telle cohabitation.

Pourquoi avoir quitté les États-Unis et fondé une association israélienne non violente ?

J'ai quitté les États-Unis, car j'étais opposé à l'élection de Nixon et à la Guerre du Vietnam. J'ai immigré en Israël, qui était pour moi un autre "front de la révolution".

"Je ne suis pas un sioniste désillusionné et je ne me vois pas comme un colon non plus. J'estime qu'il y a un lien entre les Juifs et cette terre, mais je m'oppose fermement au sionisme et à un État d'apartheid exclusivement juif."

Je condamne le processus de colonisation de peuplement mené par Israël depuis 1948 au détriment des palestiniens. Je suis persuadé que les Arabes palestiniens et les Juifs peuvent cohabiter sur ce territoire dans un État de droit.

J'ai co-fondé ICAHD (The Israeli Committee Against House Demolitions). C'est une organisation israélienne et pas palestinienne, car en tant qu'Israéliens nous nous devons de prendre la responsabilité de ce qu'il se passait dans notre pays. Nous travaillons spécifiquement contre la démolition des habitations. En partant de ce problème, cela nous permet de porter une réflexion plus large sur la stratégie israélienne de colonisation.

"Ce n'est pas aux Palestiniens de venir reconstruire leurs maisons mais c'est à nous, Israéliens, de nous y opposer et de tenir notre gouvernement responsable."

Nous travaillons main dans la main avec les Palestiniens. Notre action est non violente, parce qu'au bout du compte, nous devons vivre ici ensemble et la violence nous transforme en ennemis. Utiliser la violence rendrait notre objectif plus difficile à atteindre, cela augmenterait le niveau de haine. Notre approche non-violente est moins philosophique, que tactique. Pour autant, nous nous opposons physiquement aux bulldozers israéliens en occupant les lieux de destruction et en reconstruisant les habitations. Nous documentons les exactions d'Israël et exerçons un plaidoyer international. La situation ne viendra pas de l'intérieur. Il n'y a que très peu d'Israéliens, quelques milliers, qui s'opposent fermement aux exactions d'Israël. C'est pour ça qu'il faut exercer une pression internationale. L'Europe ne finance plus nos projets, car nous sommes politiques. Elle joue contre nous.

"Avec nos partenaires palestiniens, nous avons choisi de ne pas basculer dans l'humanitaire ou le développement, car nous ne voulons pas normaliser la situation d'Apartheid. Nous ne recevons plus de subventions de l'Europe"

Comme beaucoup d'organisations politiques, nous avons fermé nos bureaux. Nous n'avons plus de salariés, nous sommes juste des activistes.

Quelles sont vos relations avec vos partenaires palestiniens ?

Nous avons créé une vraie relation de confiance avec eux. En 1997, quand nous avons commencé comme activistes, nous ne connaissions pas bien les Palestiniens.

"Parce que nous sommes les oppresseurs c'est une relation complexe."

Cela pourrait être facile pour nous qui avons le pouvoir, l'argent et dont l'habitation n'est pas menacée ; d'imposer nos solutions. Nous pourrions hausser le ton et laisser nos partenaires palestiniens nous dire oui, parce qu'ils n'oseraient peut-être pas nous dire non.

"Nous avons appris à les écouter, à leur donner du pouvoir et à perdre du nôtre. Nous ne voulons pas les déposséder de leur combat et y nuire."

« Ce n'est plus une colonisation israélienne, mais un seul État d'apartheid »

Par exemple, il arrive qu'ils nous disent que nous ne devrions pas mener d'actions cette semaine là. Même s'ils ne nous expliquent pas pourquoi. Nous savons que c'est un signal et qu'il faut les écouter. Nous ne savons pas ce qu'il se passe dans leur environnement, s'il y a de la peur, ou si quelqu'un dans leur communauté est hostile à notre intervention. Nous ne les obligeons pas à tout partager avec nous. Il s'agit de faire preuve d'une grande sensibilité.



Petite fille dans les gravas d'une habitation palestinienne détruite. © ICAHD